somme ce que sont les obligations, devraient recevoir en retour la véritable valeur en pouvoir d'achat que ces hypothèques ou obligations avaient, quand elles ont été émises.

De plus, quand le ministre parle de ne pas manquer de parole aux capitalistes je lui demande: Que dites-vous de manquer à sa parole aux colons canadiens qui ont mis tout leur avoir dans le pays? Que dites-vous d'un manque de parole à nos pensionnaires qui sont partis en Europe, quand on les a appelés et dont on diminue maintenant les pensions? Que dites-vous d'un manque de parole aux cultivateurs et aux ouvriers du Canada qui voient leurs revenus sérieusement diminués? Pourquoi les porteurs d'obligations n'auraient-ils pas leur part de pertes et de dépression? Aujourd'hui, ils sont seuls exemptés.

Parlant de la haute position du crédit canadien, le ministre a dit:

Cette situation enviable ne peut être conservée que par le maintien d'une politique saine en matière de finance et de monnaie.

Mais ceux qui préconisent l'inflation ne doivent jamais perdre de vue qu'il aurait pour effet inéluctable de provoquer le retrait, sur une grande échelle, des capitaux placés chez nous, en valeurs et en dépôts de banque, par les étrangers.

Ce gouvernement s'oppose résolument à tout projet comportant pareil danger.

Je n'imagine pas que mes opinions personnelles aient beaucoup de poids, opposées à celles du ministre des Finances, mais permettez-moi de lire les remarques de M. McKenna aux actionnaires de la Midland Bank, au cours de mars dernier. Il a dit:

Les finances nationales sont certainement en meilleur état dans les pays où la baisse persistante des prix intérieurs a été arrêtée que dans ceux qui continuent à maintenir l'étalon-or. L'inflation contrôlée, qui était le remède vanté par les fous ou les enfants, est généralement reconnue aujourd'hui comme le meilleur moyen que nous ayons à notre disposition pour remédier à nos difficultés.

M. COOTE: Qui a dit cela?

M. WOODSWORTH: Le très honorable Reginald McKenna. Quand nous, de l'extrême-gauche, disons ces choses, on nous appelle les enfants terribles de l'Ouest. Je présume qu'on va dire de l'honorable représentante de Grey-Sud-Est (Mlle Macphail) qu'elle est l'enfant terrible de l'Est.

Quelques VOIX: A l'ordre!

M. WOODSWORTH: J'espère ne pas violer le règlement, monsieur l'Orateur. Je veux répéter les paroles de M. McKenna:

L'inflation contrôlée, qui était le remède vanté par les fous et les enfants, est généralement reconnue aujourd'hui comme le meilleur moyen que nous ayons à notre disposition pour remédier à nos difficultés.

[M. Woodsworth.]

M. H. G. Hawthrey, haut fonctionnaire du trésor, a confirmé cette opinion en disant:

Les mauvaises conséquences de l'inflation non contrôlée sont grandement dépassées par les résultats désastreux de la déflation.

M. COOTE: L'honorable député voudrait-il nous dire qui est ce M. McKenna?

M. WOODSWORTH: C'est le président de la Midland Bank et l'ancien chancelier de l'échiquier. Pour montrer combien il est respectable, je puis ajouter qu'il est membre du conseil d'administration de la compagnie du chemin de fer Pacifique-Canadien.

Le premier ministre nous a fait l'autre jour une longue dissertation sur l'or et il s'est efforcé de nous démontrer que notre monnaie fiduciaire est amplement garantie par notre réserve d'or. Je n'ose opposer mes paroles à celles du premier ministre, qui est censé tout connaître, mais je désire leur opposer celles d'un autre conservateur, le très honorable Arthur Meighen, ancien premier ministre. Parlant devant la Bankers' Educational Education de Toronto, le 21 janvier 1931, M. Meighen a dit:

En vertu de la loi financière telle qu'elle existe depuis quelques années, notre gouvernement a été autorisé à avancer aux banques, contre des garanties en nantissement d'un genre déterminé, des bons de l'Etat, à titre de prêts temporaires, et il n'a pas été obligé de voir à la couverture-or de ces bons. . . . Quant à l'argent que le Gouvernement peut ainsi avancer en vertu de la loi financière, le montant en est indéfini. Le Gouvernement peut donc ainsi faire, sans couverture-or, des prêts de sommes quelconques illimitées, à la discrétion absolue du département des Finances.

Le premier ministre n'a pas dit un mot de ces avances que le Gouvernement peut faire en vertu de la loi financière. Je ne sais trop s'il serait juste de dire qu'il a évité à dessein d'en parler. Je veux citer quelques lignes de l'article 6, partie II de la loi financière:

Ces valeurs doivent être déposées entre les mains du ministre ou d'un sous-receveur général. Le ministre peut prier les fiduciaires des réserves centrales d'or de faire une évaluation et une recommandation des sommes qui, de l'avis des fiduciaires, peuvent être convenablement avancées sur toutes valeurs offertes en nantissement sous le régime de la présente partie.

Je vous le demande, quels sont ces fiduciaires revêtus de pouvoirs si énormes? Le paragraphe 4 de l'article 61 de la loi des banques dit:

Nomination de fiduciaires. Réserves centrales d'or.

4. L'Association peut, avec l'assentiment du ministre, nommer trois fiduciaires, et le ministre peut en nommer un quatrième.

J'ai demandé l'autre jour au premier ministre quels sont présentement ces fiduciaires.